

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"

FRANCE	ETRANGER
Un an 22 fr.	Un an 30 fr.
Six mois... 11 fr.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 6 fr.	Trois mois... 7 fr.

Chèque postal Frémont 1642-80
Rédaction : Pierre Mualdès
Administration : Frémont
23, rue du Moulin-Joly, Paris, (11^e).
(Angle de la rue Fontaine-au-Roi prolongée au-dessus du Modern Garage, 2^e étage).

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté, adéquat à chaque époque.

Une campagne à mener

LE SCANDALE DES EXPULSIONS ADMINISTRATIVES

Il y a des bobards qui naissent on se demande pourquoi. Nous ne savons plus quel est le fumiste qui, un jour de lyrisme, déclara le plus sérieusement du monde que « Tout homme a deux patries : la sienne et puis la France ».

Sur la foi de cet adage, universellement répandu, de nombreux réfugiés politiques : Espagnols tyrannisés sous Alphonse, Italiens victimes de la terreur fasciste, Allemands, Juifs, en proie aux persécutions hitlériennes viennent chercher refuge en France, cette seconde patrie.

Ils s'imaginaient, ces innocents, que dans la terre des Droits de l'Homme et du Radicalisme triomphant, tout être a le droit de vivre et de penser comme il lui convient. La réalité est malheureusement moins souriante. Si l'étranger riche et pourvu d'appuis puissants peut séjourner chez nous dans les meilleures conditions ; si la racaille de Russes blancs peut s'organiser militairement sous la conduite du général Miller, et féliciter ouvertement Hitler de son triomphe ; si l'émigration polonaise peut fournir dans le Nord aux magnats, de la houille, une main-d'œuvre bon marché, bien pensante et docile à souhait ; si les Italiens fascistes peuvent créer des fascio dans toute la France, sans que le Gouvernement de la République y trouve à redire ; en bref, si tous ces gens-là peuvent agréablement se payer la tête de nos dirigeants en rigolant des « immortels principes », il n'en va pas de même pour les nôtres, anarchistes, syndicalistes, communistes, qui bien qu'étrangers estiment que tout n'est pas fatalement pour le mieux dans le meilleur des régimes démocratiques.

Et s'ils tentent de s'insurger contre l'exploitation capitaliste, de militer dans les organisations syndicales, s'ils s'avisent de professer leurs opinions révolutionnaires, s'ils veulent rester des hommes libres, enfin, les sbires de Chiappe — homme de gauche comme chacun sait — et de Chauvins — autre démocrate — ont fait de les ramener à la réalité républicaine et radicale-socialiste.

En moins de temps qu'il n'en faut à Herriot ou à Daladier pour prononcer un discours démagogique, le malheureux est reconduit à la frontière. C'est pratique, rapide et, comme il se doit, bien français. Cela s'appelle : l'expulsion administrative. Cela s'applique à tort et à travers, sans jugement, bien entendu, et il n'est pas de jour que l'un ou plusieurs des nôtres n'en soient frappés. Nombre de nos camarades, Italiens, Allemands, Bulgares, etc., menacés de mort dans leur pays et chassés de partout, vivent ainsi avec cette menace constante suspendue au-dessus de leur tête et mènent une existence qui rappelle assez bien celle de la cerise trépanée par la meute.

Ce qui peut être considéré comme normal dans les pays de dictature, devient intolérable dans un pays que ses dirigeants considèrent comme le rempart de la civilisation et « la tranchée de la liberté » (Herriot dixit). Dès lors, il devient urgent que nous rappellions aux jésuites radicaux-socialistes qui nous gouvernent, le sens véritable des mots dont ils ont plein la bouche.

Mais jusqu'ici, il faut bien le dire, les organisations dites révolutionnaires, n'ont jamais rien tenté de sérieux contre cette infamie administrative. Le parti communiste, qui a fait un pétard de tous les diables pour l'expulsion d'Olszansky, ne s'est pas autrement émue contre le principe de l'expulsion administrative.

Les organisations syndicales, qui si elles le voulaient pourraient assez facilement faire rapporter cette mesure odieuse, par une action générale, car somme toute, c'est leur rôle de défendre des travailleurs frappés pour leurs concitoyens, les organisations syndicales sont restées jusqu'ici inertes.

Devant cette carence quasi générale, les anarchistes auraient leur mot à dire. N'oublions pas que quantité des nôtres, Italiens, Bulgares, Espagnols, ont eu ou ont encore à connaître l'ignominie de cette mesure.

Le Comité de Droit d'asile qui, rappelons-le, a gagné dans le passé, de plus dures batailles, qui empêcha par exemple, que fussent livrés aux bourreaux Argentins, nos camarades Ascaso, Durutti et Jover, est prêt à se reformer et à prendre l'initiative d'une campagne hardie pour faire cesser cette infamie.

L'expulsion administrative est un scandale qui doit cesser.

Les anarchistes doivent s'y employer de toutes leurs forces.

LE LIBERTAIRE.

LE PROCHAIN NUMERO DU LIBERTAIRE PARAITRA LE 27 OCTOBRE.

QUE NOS LECTEURS ET AMIS NE L'OUBLIENT PAS !

UN SACRIFICE NÉCESSAIRE...

ALERTE aux amis du "Libertaire"

Nous avions signalé dans notre dernier numéro, combien la situation était grave pour notre vieux Libertaire.

Nous avions dit aussi qu'elle s'aggraverait si notre journal cessait sa parution régulière. N'est-il pas le point de ralliement de l'anarchisme ? Sans lui, qui prouverait à la classe ouvrière qu'il y a des travailleurs qui luttent pour la révolution prolétarienne, communiste-libertaire.

Nous avions proposé certains moyens qui, mis en application eussent assuré à notre organe sa parution hebdomadaire.

Nous attendions de la part des camarades des encouragements, une aide matérielle, nous croyions que tous nos amis comprendraient l'extrême gravité de la situation de leur « Libertaire ».

Quelques camarades ont répondu, mais toujours les mêmes.

Il faut que tous les anarchistes, que tous nos lecteurs comprennent qu'une poignée de camarades dévoués ne peut ni ne doit assurer seule la vie de notre organisation et de notre journal. Nous devons parler franchement. Si le « Libertaire » se voit dans l'obligation d'arrêter momentanément beaucoup de lecteurs et d'anarchistes militants en sont, dans une large mesure, responsables.

Parmi les abonnés 300 au moins ont de 6 à 8 mois de retard. Des circulaires leur furent envoyées, auxquelles (est-ce pas négligence ou par mauvaise volonté) il ne fut jamais répondu.

Ne comprennent-ils pas, ceux-là, qu'ils ont par leur silence et leur inactivité paralysé la vie du Libertaire, et partant, entravé l'essor du mouvement anarchiste-communiste.

Nous sommes persuadés (beaucoup d'entre-nous subissant les conséquences de la crise économique) qu'il est possible à un camarade chômeur de trouver en trois mois la petite somme de 5 fr. 50 (40 centimes par semaine) pour le journal qui répond à ses conceptions et lutte pour son idéal.

Certains camarades ont dit, ou écrit, de cesser pour eux l'envoi du journal, ne pouvant pas, frappés par le chômage, assurer leur réabonnement. Nous ne l'avons pas fait, comprenant leur conscience anarchiste.

Comment expliquer alors le silence et l'insouciance des autres ?

Oui ou non les anarchistes sont-ils encore capables de petits et parfois de grands sacrifices pour leur vieux « Lib ».

Nous voilà donc contraints, par des nécessités impérieuses, d'arrêter pendant quelques semaines notre propagande écrite.

Quelle autre attitude pouvions-nous avoir devant une telle situation. Nos ressources financières devenaient de plus en plus faibles. L'effort admirable de certains ne pouvait compenser l'incompréhension et la négligence des autres. Mais tout en prenant cette mesure la Commission administrative de l'U. A. C. est fermement convaincue que les camarades anarchistes n'abandonneront pas leur journal, et que dans deux mois partant avec de nouvelles ressources dont tous

comprendront la nécessité et auxquelles chacun se fera un devoir de souscrire, sortira régulièrement un Libertaire puissant sur un grand format, plus vivant et plus suivi que jamais.

Pendant cette courte période, la propagande en faveur de nos idées et du journal qui les exprime ne devra pas être ralentie, au contraire.

Cette interruption nous permettra de consacrer notre temps à la propagande orale (tournées de conférences, réunions publiques, etc.) et à l'organisation de l'U. A. C. (de nouveaux groupes et de nouvelles fédérations étant actuellement en formation).

Nous sommes persuadés que cette mesure ne nous sera pas fatale, mais salutaire.

Donc tous à l'ouvrage pour un renouveau du mouvement anarchiste-communiste.

La Commission administrative de l'U. A. C.

P. S. — Nous devons particulièrement souligner la négligence de beaucoup de camarades chargés de relever chez les dépositaires le montant de la vente du Libertaire. Qu'à l'avenir ils comprennent mieux l'importance de leur rôle.

Le prochain numéro du « Libertaire » sortira le vendredi 27 octobre 1933. Que tous nos amis et lecteurs retiennent cette date et n'oublient pas de le réclamer dans les kiosques et chez les dépositaires.

Nous avertissons que les abonnements seront, de ce fait, prolongés de deux mois.

Vacances

Les journaux sont pleins de détails sur la vie de nos plages. Il semble bien que la crise, sur laquelle larment nos économistes, n'affecte pas trop ces rendez-vous de noble compagnie que sont Deauville, La Baule, Biarritz ou Cannes. Ce ne sont que festivités, grandes semaines, fastueux enchantement, luxe inouï, milliardaires en goguette. On nous parle des pyjamas de plage en peau de crocodile de la belle madame X, des fesses somptueuses de la non moins belle madame Y. Nous savons que M. Citroën est arrivé et M. Chiappe, qu'on les a vus tous les deux lors du Grand Prix. On nous offre, pour nous convaincre, des photos où figurent de belles femmes et de superbes gars, tout un monde de riches estivants dorés sur tranche, monde étrange, si loin du nôtre, ayant ses mœurs, ses lois, ses plaisirs coûteux, ses grands et petits scandales.

Et c'est à l'ouvrier qu'on présente de belles histoires naturelles, à celui qui lit le Journal ou l'Ami du Peuple, à ce pauvre homme qui ne prend jamais de vacances, dont toute la vie s'écoule entre Ménilmontant et Javel, sans joie, sans beauté, sans soleil. Combien d'ouvriers parisiens n'ont jamais vu la mer et ne la verront jamais ? Pourtant, la distance n'est pas grande de Paris aux plages de la Manche. Oui, mais on n'a pas de vacances. On pourrait bien, à la rigueur, prendre quelques jours (à ses frais, bien entendu), mais il y a le voyage et les frais d'hôtel et la robe à acheter et la malle et les caleçons de bain... Alors, on reste, tout bêtement. On va un dimanche à Nogent, en manière de compensation et pour marquer le coup. On en revient plus fatigué qu'au départ, parce qu'il a fallu voyager debout dans un train bondé. L'été se passe. Le mois de septembre arrive qui voit les gares à nouveau encombrées d'hommes et de femmes à la peau brunie par le soleil.

(Voir la suite page 2.)

Lettre d'Espagne

Avant les vacances, la Chambre a voté une série de lois ayant pour but la législation, la normalisation d'une dictature de fait, d'une régression effrénée.

Nous citons ici les articles les plus suggestifs de la loi d'Ordre Public (Ley de Orden Public), loi de pure essence fasciste, comme on pourra en juger :

« Les groupements de personnes qui se forment publiquement avec des armes ou autres moyens d'action violente, seront dissous par la force publique, s'ils n'obéissent pas au premier signal d'attention ».

Telle intimation ne sera pas nécessaire au cas où les perturbateurs feraient feu contre la force publique.

Lorsque la manifestation revêtira un caractère tumultueux, qu'elle soit autorisée ou non, il suffira d'un seul signal d'attention pour que la force publique procède à sa dissolution.

Cette intimation deviendra inutile lorsque la force publique sera attaquée par les manifestants, mais il ne sera pas permis de faire feu contre les perturbateurs, encore qu'ils persistent dans leur attitude de résistance, sans avoir donné un signal d'attention, sauf dans le cas où les perturbateurs feraient usage de leurs armes contre la force publique.

Les associations ou syndicats qui organiseraient des manifestations de caractère armé ou sans autorisation légale, pourraient être suspendus dans leur fonctionnement par l'autorité gouvernementale.

Lorsque dans l'exercice de leurs fonctions, les agents de l'autorité seront attaqués avec des armes ou explosifs, ils pourront faire immédiatement usage de leurs armes pour se défendre de l'agression. Ils pourront également requérir l'aide de toute personne présente à ce moment pour poursuivre les agresseurs. Les témoins de l'agression devront, sous peine de déshonneur grave, et si cela leur est demandé, aller déposer leur témoignage au Commissariat de police, à la caserne de la garde civile ou autre lieu public officiel le plus proche.

Les agents de l'autorité ou la force publique ne nécessiteront aucun mandat judiciaire pour pénétrer dans un domicile particulier, dans les trois cas exceptionnels ci-après :

1^o Lorsqu'ils se verront attaqués de l'intérieur du domicile en question ;

2^o Lorsque pris sur le fait et pourchassés, le délinquant se réfugierait dans un domicile ou dans un domicile étranger.

Lorsque l'altération de l'ordre public, sans cependant en arriver à justifier la suspension des garanties constitutionnelles, exigerait l'adoption de mesures non applicables en régime normal, le gouvernement pourra déclarer l'état de prévention sur tout

le territoire de la République ou en partie. Cette déclaration se fera par décret accordé en Conseil de Ministres, contresigné par le Président. Les effets de la déclaration de l'état de prévention dureront au maximum deux mois.

Aussitôt mis en vigueur, les étrangers non établis sur le territoire espagnol et n'ayant pas rempli toutes les formalités exigées pour le permis de séjour, pourront, sans autres formes de procès, être arrêtés et expulsés du pays par ordre gouvernemental.

Les étrangers établis d'une façon permanente sur le territoire de la République, seront soumis aux dispositions de cette loi, au même titre que les nationaux.

L'autorité gouvernementale pourra adopter, durant l'état de prévention, les mesures suivantes :

1^o Exiger, avec préavis de deux jours, la notification de tout changement de domicile ou résidence ;

2^o Les autorités pourront exiger à tout moment des personnes voyageant sur le territoire national, l'indication de l'itinéraire qu'elles comptent suivre ;

3^o Décréter l'intervention d'industries ou commerces qui pourraient motiver l'altération de l'ordre public ou y coopérer ;

4^o Ordonner que toutes les publications, à l'exception des livres servant à défendre des idées ou opinions politiques ou sociales, soient présentées deux heures avant leur parution, les exemplaires requis par la loi de la police de presse ;

5^o Prendre toutes les précautions nécessaires pour s'assurer que dans les réunions légalement autorisées, l'ordre ne soit pas troublé ;

6^o Les réunions à l'air libre et manifestations pourront être ajournées par ordre gouvernemental si elles sont considérées comme susceptibles d'altérer l'ordre public.

7^o Ordonner que les grèves soient ajournées avec préavis de cinq jours si elles n'affectent pas l'intérêt général, de dix jours dans le cas contraire et de quinze jours lorsqu'il s'agira d'œuvres ou services publics concessionnés.

Lorsque les associations de fonctionnaires contribueront au désordre public, à l'altération des services dans un but de perturbation ou d'indiscipline, le ministre, correspondant pourra interdire leur fonctionnement, décréter la fermeture de leur siège social et soumettre leurs éléments directeurs aux sanctions disciplinaires correspondantes.

Durant l'état de prévention, les autorités pourront arrêter à qui ce soit, si cela est jugé nécessaire pour le maintien de l'ordre public.

MYRIN.

(Voir la suite page 2.)

Les gauches au pouvoir

LA COLONISATION PACIFIQUE AU MAROC

Le militarisme ajoute actuellement une autre page à son histoire. Depuis vingt-cinq années que l'aventure marocaine est commencée, on accélère maintenant les opérations. Deux corps d'armée équipés à la moderne avec fusils, mitrailleuses, canons, gaz et avions pour la reconnaissance et le bombardement, coopèrent pour soumettre les tribus « réfractaires » dont les moyens de lutte sont loin d'atteindre ceux des civilisés.

C'est un exemple remarquable de continuité dans l'effort. Tous les gouvernements qui se sont succédés, ceux de gauche comme ceux de droite, ont poursuivi la même politique de spoliation à l'égard des populations berbères. Petit à petit elles sont refoulées sur les points les plus arides et chaque jour, vaincu par la soif, non par les armes, elles se rendent.

L'indifférence des foules à l'égard de cette guerre à quelque chose d'inquietant ; sous prétexte de civilisation, ces actes de brigandages se déroulent sans soulever de protestations. Des tribus qui ne nous demandent rien, qui ne nous inquiètent d'aucune manière, sont traquées par des soldats, des fils d'ouvriers, d'autres victimes aveugles qui se font les exécutants de la sale besogne de leurs maîtres.

Pourquoi se bat-on au Maroc ? Il faudrait le demander à ceux à qui sont déjà concédés d'immenses territoires, les propriétaires fonciers qui ont acheté ou qui achètent pour une bouchée de pain des propriétés immenses, qu'ils vendront à prix d'or.

Le Maroc, en outre, est riche en mines de cuivre, notamment ; son climat est favorable à la culture du coton qui nous manque. Autant de raisons stratégiques, économiques et... particulières pour s'emparer d'un territoire qui ne nous gênera plus dans nos communications transsahariennes.

Lorsque la dernière goutte de sang humain aura été versée, que les cimetières attesteront l'étendue et la profondeur de la pacification, alors viendront les hommes d'affaires, ces vampires de l'ère moderne, auprès desquels les hyènes et les chacals apparaîtront comme d'innocents animaux.

Hier, il y avait au Maroc 1 million d'hommes libres sur un territoire 1 fois et demi grand comme la France ; demain il n'y aura plus que des esclaves au service de compagnies agricoles et industrielles. Après avoir été dépeuplés, ils devront encore travailler s'ils veulent vivre ; la vie sous la férule française va prendre un sens ; fini le travail au ralenti, les routes vont sillonner ce pays neuf et amener avec les curieux, la machine, la civilisation.

Nous avons déjà vu la même façon d'agir, elle a une suite.

Le colonisateur s'installe, parle en maître, exploite durement, suscite la colère, les revendications des indigènes. Le despotisme du blanc est sans bornes ; se croyant d'une race élue et conquis en sa force armée, il se voit avec une brutalité inouïe. A Hanoï, dernièrement, s'est jugée une cause qui en dit long sur nos méthodes de colonisation.

Le 12 juin, quatre légionnaires comparaissent devant la Cour criminelle d'Hanoï, ils avaient tué huit paysans annamites sans raison valable. L'accusé principal, nommé Layon, avait massacré de sa main sept indigènes... Il affirmait qu'il avait agi par ordre. Ces légionnaires furent acquittés.

Or, en Annam, l'action syndicale vult à son auteur les travaux forcés. Le Blanc qui tue des jaunes connaît la mansuétude des juges, quant au Jaune qui demande des conditions de vie moins dures, s'il n'est pas tué par des mercenaires, s'il est condamné aux travaux forcés. Pour conquérir nous semons la mort, et les profits que par la suite nous tirons de nos conquêtes sont encore rouges du sang des colonisés.

Il fut un temps où le peuple de France se passionnait pour la liberté, pour la justice, il savait même mourir sur les barricades pour des idées ; maintenant en son nom on opprime et on tue. La civilisation nous aurait-elle émasculés et privés de tout sens moral ?

Lettre d'Espagne

(Suite de la première page)

Le changement de résidence poura être imposé aux individus considérés comme dangereux ou suspects d'avoir participé à des actes contre l'ordre public. Le changement de domicile ne pourra se décrire à plus de 150 km. de la résidence première.

On pourra également décréter l'exil à une distance qui ne dépassera pas 250 km. de la résidence.

Nous ne citerons que l'essentiel de cette loi « mussolinienne », dont le véritable but est d'enlever l'activité révolutionnaire par tous les moyens. Ce n'est qu'une hypocrite législation d'un état de choses existant déjà.

Dès les premiers jours de la République, les représentants de la force publique ont toujours eu pleins pouvoirs pour tirer sur la foule, car il leur est très facile de prétexter le tumulte dans une manifestation. Un coup de feu parti d'un nœud (les provocateurs ne perdent jamais leur temps) et la ficelle charge, massacrant hommes, femmes et enfants. Et le plus souvent, le premier « coup de feu » n'existe que dans l'imagination des forcenés au service de l'autorité.

« Signal d'attention... » Demandez donc au peuple d'Arnedo, de Séville, de Jativa, de Passajes et tant d'autres villages, si la garde civile a prévenu avant de faire feu? Les femmes et les gosses assassinés étaient-ils porteurs d'armes ou d'explosifs? Et non seulement les agents de l'autorité ont pleins pouvoirs pour massacrer les foules, mais encore pourront-ils obliger les témoins d'un délit à leur révéler main forte pour arrêter les malfaiteurs? Il n'y a donc pas assez de flics en Espagne pour qu'on veuille obliger les citoyens à se substituer à la force publique? C'est du plus pur fascisme et Mussolini peut être fier de ses élèves de l'Espagne républicaine.

L'assaut des domiciles particuliers? C'est un fait existant depuis longtemps déjà... A n'importe quelle heure de la nuit, la police ne peut-elle pas impunément forcer les portes, arracher de leurs lits d'honnêtes travailleurs et tout cela, sans aucune justification, malgré les hypocrites prétextes énoncés dans la loi de l'ordre public.

La liberté de la presse? N'a-t-on pas vu encore ces jours-ci « Solidaridad Obrera » de Barcelone paraître avec une page presque entièrement censurée? Ne voit-on pas journellement l'interdiction, la saisie de la presse anarchiste et confédérale?

Enfin, inutile de commenter plus longuement le texte de ladite loi, dont la seule lecture suffit à nous édifier sur les intentions ultra-réactionnaires des gouvernants de la nouvelle Espagne, et de leur déclaration de guerre à toute organisation révolutionnaire, à tout individu qui n'entend pas se soumettre à la férule de l'Etat...

L'état de prévention? mais il est permanent en Espagne... On pourrait même dire l'état de guerre! Ici, le fameux carnet « B » de Clemenceau fonctionne à plein rendement; les militants qui ont eu l'honneur d'être « fichés » par la police, pour le seul délit d'être anarchistes ou syndicalistes, peuvent être arrêtés à n'importe quelle heure du jour... ou de la nuit, chez eux ou dans la rue, ou encore à leur travail, sans autre motif que le bon plaisir du gouverneur ou du ministre de l'Intérieur. Ce sont les « hommes dangereux » dont parle cette loi machiavélique.

Etat de guerre, puisque la presse est soumise quotidiennement à la censure, puisque la liberté de réunion est un leurre, la liberté

de penser et de parler systématiquement étouffée...

La loi de défense de la République est donc abolie du fait de la naissance de sa remplaçante, mais la répression exercée à cause d'elle n'a pas cessé pour cela: les 9.000 prisonniers sociaux et politiques sont encore en prison. Les « prisonniers d'Etat » ne sont pas encore tous libérés (ils sont encore une poignée à la Modelo de Barcelone; Ascaso, Durrutti, Comba, Diez et Germinal sont toujours détenus à Puerto de Santa-Maria depuis bientôt cinq mois).

De nombreux syndicats sont encore fermés et la presse ouvrière est encore soumise à la censure la plus fantaisiste.

Les lois succèdent aux lois, mais les méthodes de gouvernement sont invariables, qu'elles soient appliquées en vertu de n'importe quelle loi...

Si draconienne que soit la loi d'ordre public, elle est, en fait, largement dépassée dans l'arbitraire et le crime permanents.

Autres procès prolétariens

Après Tarrasa, après Castillblanco, c'est avec une grande anxiété que l'on voit s'approcher d'autres jugements de révolutionnaires.

32 camarades de Lérida comparaitront bientôt devant un Conseil de guerre, pour répondre d'une tentative de prise d'assaut d'une caserne (lors du mouvement révolutionnaire du 8 janvier dernier). Or, aucun des inculpés ne fut arrêté sur le fait. Ils furent détenus un par un, de nombreux jours après les événements, les uns chez eux, d'autres au travail, d'autres encore à la rue. Aucune preuve à charge.

Mais comme pour les camarades de Tarrasa, les juges ont des ordres précis et la condamnation est évaluée d'avance. Il s'agit de frapper dur la Confédération Nationale du Travail en se débarrassant de ses meilleurs éléments...

Le plus monstrueux procès de l'année sera certainement celui des survivants de Casas-Viejas: 15 camarades pour lesquels le Ministère public demande 7 condamnations à perpétuité et autres de 12 à 15 ans! Et Méndez, l'ex-directeur général de la Streté, qui dirige la fusillade, est en liberté... Et tous les assassins à ses ordres n'ont nullement été inquiétés, au contraire! Les assassins vont juger les victimes... échappées à la tuerie!

De ces 15 paysans idéalistes qui ne pensaient qu'à la libération de leur pauvre village et, par répercussion, à celle de toute l'Espagne soulevée, presque tous ont vu tomber des membres de leur famille, des amis chers. Mais qu'importe cela à la justice bourgeoise... s'ils ne sont pas morts avec les vieux Seisdedos, immolés au bûcher, ils doivent mourir en prison!

Un autre procès monstrueux: celui dit des bombes de Séville: 180 accusés pour lesquels le ministère public demande 2.800 années de prison.

Enfin, pour tous les procès ayant trait au mouvement révolutionnaire du 8 janvier 1933, une grande inquiétude règne parmi nous, car nous connaissons maintenant la sentence donnée à la magistrature: exterminer tous les germes de révolte.

La C.N.T. jette le cri d'alarme, fait appel à la conscience des anarchistes de tous les pays, de tous les travailleurs sensés: il faut à tout prix empêcher ce crime monstrueux, ces camarades n'ont pas au bagne. La C.N.T. et la F.A.I. sauront arracher l'amnistie par tous les moyens...

Vacances

(Suite de la 1^{re} page)

On pense: « Voilà les veinards qui ont pu se payer des vacances. » Et puis, c'est tout. Une nouvelle année recommence, sans plus de joie que les précédentes et sans cette perspective de partir un matin ensoleillé pour de vraies vacances, de quitter le sombre logis, l'escalier sordide, le palier puant, l'épicerie goguenard, le fil du coin, la concierge quinquise.

Et on vieillit sans avoir vu la mer ailleurs qu'au cinéma et sur les cartes postales d'amis plus fortunés.

Il est de coutume d'appeler ça l'admirable philosophie de l'ouvrier parisien. J'avoue que j'admire assez peu cette philosophie-là. Je n'aime pas qu'un prolétaire, réduit aux travaux forcés, lise sans s'émouvoir ces articles où s'évoquent les fastes de Deauville ou d'ailleurs. Il apprend que ses maîtres s'amuse, qu'ils dépensent en une nuit de plaisir plus qu'il ne gagne en dix années et cependant c'est à peine si un soupçon l'effleure, auquel il répond par ces redites imbéciles où s'inscrit, dit-on, la sagesse des nations. Il vous assure qu'il faut des riches et des pauvres et que l'argent ne fait pas le bonheur. Qu'en sait-il exactement, puisqu'il a toujours été pauvre, qu'il le sera toujours? Mais il suffit qu'il endorme son inquiétude de besogneux, qu'il trompe ses désirs insatisfaits. Bon sens, selon Clément Vautel.

J'aime, au contraire, qu'un homme ait le sentiment de sa déchéance sociale, qu'il sente tout le poids de l'inégalité, que sa chair, que son esprit se révoltent, qu'il mesure toute sa peine d'ouvrier pauvre, ses bonheurs précaires, ses joies au rabais, ses humiliations d'esclave. J'aime que ses poings se ferment, qu'il sente plus durement sa misère au spectacle de la joie des autres. C'est le premier pas pour s'en tirer. Demain, il ira plus loin: il comprendra que c'est lui qui paie pour tout ce monde d'oisifs, qui règle les notes des palaces, des courtiers, des carrossiers, qui solde au Casino les différences de M. Citroën, qu'il est la providence de toute cette racaille qui s'ébat dans les eaux qui lui sont interdites.

Hélas! Les hommes restent, en général, peu sensibles à ces leçons de choses. Ils vivent, pour la plupart, sur un vieux fonds de préjugés qui leur fait accepter toutes les avanies. Ainsi, le repos de leurs maîtres n'est pas menacé. La clameur des gueux ne trouble pas la majesté des soirs au bord de l'océan et le sable fin des grèves ne subira pas la souillure des godillots en marche.

La C. G. T. a inscrit à son programme un article sur les vacances payées. Interrogez un militant. Il vous dira que cette revendication n'est que de pure forme, qu'elle manque de dynamisme. Au fond, personne n'y songe sérieusement. Patrons et ouvriers sont d'accord pour la considérer comme une utopie. Ainsi, par un surprenant paradoxe qui illustre assez bien notre état social, ce sont ceux qui travaillent le plus qui n'ont pas droit aux vacances. Nouvelle loi d'airain, justifiée comme l'autre au nom du profit capitaliste. Jusqu'au jour...

Jusqu'au jour où les gueux voudront et prendront, eux aussi, leurs vacances, car le sable des mers est fait pour tous et pour tous l'air, le soleil, la lumière, la joie du corps libéré de la contrainte du travail. Jusqu'au jour où la vieille servante de Flaubert jettera sa croix de désiroise à la tête du conseiller général ébahi et où ses mains calleuses chasseront les bourgeois épanouis de leurs fauteuils confortables. Jusqu'au jour où le misérable refusera son lot et réclamera sa place au banquet des heureux. En enfonçant la porte.

LASHORTES.

La Vie de l'U.A.C.

Jeunesse Anarchiste:

Réunion mardi 5, au Libéraire. Décisions importantes à prendre. Présence indispensable de tous.

Jeunesse Anarchiste de St-Denis. Réunion vendredi 1^{er} septembre, à 20 h. 30, Bourse du Travail.

Nous faisons un appel pressant à tous les jeunes camarades de la région et nous réservons un cordial accueil aux sympathisants.

Le Secrétaire:

REIMS. — Groupe d'étude et d'action sociale. Nous rappelons aux camarades que les anarchistes se réunissent le 1^{er} samedi de chaque mois à 20 h. 30, salle du café de la petite poste, 62, rue Gambetta, Reims.

Parmi les projets de propagande pour cet hiver, signalons l'édition de tracts et l'organisation de causeries. Nous faisons appel à tous les camarades.

Réunion samedi 1^{er} septembre, une causerie sera faite sur: L'anarchisme par le communisme libertaire (brochure de G. Michaud). Présence assurée du camarade Henri Lucien de la C. A. qui donnera un compte rendu du congrès d'Orléans et des tâches qui incombent aux groupes de l'U. A. C.

Le secrétaire: E. Ternaux.

P. S. — Toute correspondance à G. Fécherolle, 11, rue E. Weil.

Groupe Le Boucau. — Tous les camarades désireux d'œuvrer utilement pour notre idéal doivent se retrouver tous les samedis soir au bar Zin-Zin avenue Jean-Jaures.

Groupe d'études sociales d'Orléans. — Réunion chaque semaine, appel aux lecteurs et sympathisants du « Libéraire ». Une librairie se tient chaque dimanche, place du marché.

CHOMAGE ET FASCISME

Jamais au cours de l'histoire, la classe ouvrière mondiale ne s'est trouvée en face d'une situation aussi tragique, aussi doublement. L'extension du chômage à toutes les nations du globe, à pose le plus redoutable problème dans la plus lamentable des calamités. Cependant que la crise n'a pas encore atteint son maximum d'intensité, on peut conclure que dans le cadre capitaliste, aucune des solutions proposées, n'est ni applicable, ni opérante. Tous les accords, projets, nationalisations ou internationalisations, sont lamentablement avortés, et continueront d'avorter. Les économistes les plus distingués du monde entier, sont nettement dépassés par l'ampleur du problème. La seule raison en est que le capital ne veut pas diminuer son profit et de par sa fonction même continuera les errements qui consisteront sa chute définitive. Les événements actuels dans le système économique, provoqués par une technique scientifique appliquée d'une part, la frénésie des bénéfices de l'autre, ont acculé les peuples dans une impasse redoutable. Car c'est bien à eux qu'on entend faire payer les frais de cette formidable crise. C'est déjà commencé. Le chômage avec son armée de sans travail, prête à toutes les capitulations, la menace qu'elle constitue pour ceux qui sont dans la production, qui entendent y rester coûte que coûte, l'avitaillement continu des salaires, et la résistance que ne peut opposer la classe ouvrière moribonde, désorganisée même, par ses chefs traîtres, égoïstes ou incompétents. Que dire de ces derniers, dont la principale mission est d'organiser l'unité, et le front unique sur la plateforme sincère, et indiscutable de la lutte de classe, et continuent d'injurier quotidiennement.

La Conférence Internationale Socialiste

La semaine dernière s'est tenue à Paris, la conférence de l'Internationale II Internationale. Au lendemain de la chute de l'Allemagne, où la lamentable et combien symbolique faillite de la social-démocratie, marquant l'effondrement de toute la politique de concessions vaines, de compromis suspects, d'abandons et de reniements successifs, qui a été suivie jusqu'à ce jour, par les sections de la II Internationale, cette conférence ne pouvait manquer d'avoir un certain retentissement.

Des échecs dans tous les domaines, sur le plan international comme dans les cadres nationaux, et de plus, le rude coup asséné par l'Internationale. Tel est le bilan!

Dans ces circonstances si funestes, qu'allait être le but de la conférence? se demandait-on. Que sortira-t-elle finalement du Conseil socialiste?

Les faillites déplorables allaient-elles renier le témoignage écrasant des faits, toute l'action passée et rompre avec une politique sans issue? Et, opérant un miraculeux redressement, s'engageraient-ils à une révolutionnaire?

Raisonnons. Ainsi, c'est la suite de illusions et mal connaître le vote manifeste des augures de la II Internationale, pour la culture de l'équivoque.

En fait, il ressort clairement de la résolution finale, que rien n'a été condamné. On ne se rend pas compte de la différence qui existe entre la conférence et la conférence qui se préparait au sein de la conférence et incoïncide, susceptible de calmer les remous et l'agitation qui se manifestaient dans les sections.

Les « susceptibilités », les « objections de conscience » et les « cas d'épouvante » genre Blum ainsi calmés, les délégués se sont séparés avec le sentiment d'avoir traversé un fichtu moment.

Rien n'a été résolu et solutionnée d'une façon concrète. Il serait vain d'attendre et d'espérer dans l'avenir une action énergique. Et la classe ouvrière se laisserait singulièrement, en accordant la moindre confiance aux méthodes de lutte des partis socialistes.

Encore, les « possibilités » du régime capitaliste, les débris de la II Internationale tournent plus que jamais le dos à la révolution sociale et entendent œuvrer dans le cadre de ces « possibilités ».

C'est pour les travailleurs une rude et nouvelle leçon, qui ne manquera pas de provoquer la recherche de la mesure où l'adhésion que les autres débris de la II Internationale, encore plus malade, sont impuissants à leur donner.

Après un historique rapide de la situation actuelle du capitalisme, la résolution aborde les problèmes essentiels qui se posent.

Le passage du fascisme en deux parties. La première, langage violemment révolutionnaire, est destinée à donner satisfaction aux « durs ». On y exalte la force révolutionnaire apte à vaincre le fascisme, à saper les bases du capitalisme et à établir l'ordre nouveau. La deuxième partie concernant plus particulièrement les pays démocratiques, comble les vœux des « ménages » de la conférence qui de celle-ci ne comprennent pas les privilèges des classes régnantes. Et c'est là ce qui constitue la duplicité de cette démocratie, dont la condition d'existence sine qua non est la sagesse des organisations de la classe ouvrière.

L'expérience a montré que la bourgeoisie ne tient pas à l'existence de la démocratie, qu'elle ne veut que l'existence de certaines époques dangereuses, le sacrifice, il est certain qu'il appartient à la classe ouvrière de défendre les maigres libertés arrachées. Mais pour cela, il est nécessaire de mener la lutte strictement sur le terrain de classe et par des moyens d'action directe.

Ensuite la résolution en arrive à la fameuse question de l'unité du prolétariat, qui donne lieu à tant de polémiques et de luttes entre les socialistes et les communistes. C'est entre les deux partis celui qui sera le plus unitaire. Et cette comédie menace de se prolonger.

La partie de la résolution relative à l'opposition à la guerre, cache sous des phrases lapidaires, une grande imprécision sur les moyens proposés. On invite bien les ouvriers à résister énergiquement mais comment? Sur ce point, la résolution est particulièrement discrète et tout laisse supposer que les moyens envisagés ne doivent certainement pas s'écarter du cadre parlementaire et de l'exercice du suffrage universel.

Le seul moyen réellement efficace de faire échec à la guerre, c'est la grève générale qui sabotant la mobilisation, rend impossible la guerre. Mais on conviendra que c'est là, un moyen de nature à choquer les consciences réactionnaires, en majorité dans la II Internationale. La défense nationale reste en effet une des préoccupations constantes de l'ensemble des partis socialistes. Aussi dans ces conditions on s'explique l'imprécision des méthodes de luttes contre la guerre, et leur insuffisance à forcer Blum et son équipe à s'abstenir.

La conférence internationale socialiste laisse l'impression, dans tous les domaines, d'avoir donné des coups d'épée dans l'eau.

C'est bien tout ce qu'il était raisonnablement permis d'en attendre.

J. RIBEYRON.

ment et à jet continu, tous ceux qui n'appartiennent pas à leur chapelle. Que dire aussi de tous les comités de chômeurs de Paris et la région parisienne, par leur doctrine orthodoxe. Un puissant mouvement qui a sa naissance inspirée les plus heureux espoirs, et qui s'effondre lamentablement sous l'emprise politique du parti bolcheviste. Il semble bien que les événements d'Allemagne et d'ailleurs, ne lui ont rien appris. Il est vrai que partout, il a toujours confondu la lutte des classes à la lutte des classes. Que penser de ce renouveau de philanthropie si propre à endormir les masses, et à les détourner de leurs véritables objectifs. Elle ne saurait apporter aucun remède sérieux à la situation d'autant qu'elle méconnaît totalement le mécanisme de la misère, et ne recherche en aucune façon l'extinction du paupérisme. Et, curieuse constatation, les bolchevistes la condamnent et la pratiquent en même temps. Il est vrai qu'en politique, il faut s'attendre à tout et c'est pour ces raisons qu'il faut à tout jamais en débarrasser tous les groupements. Les expériences lentes sous divers régimes et dans diverses nations ne font qu'aggraver la situation générale. Partout, on a pliqué le remède qui tue. La dernière expérience américaine sous le signe de la dictature va se terminer très vraisemblablement par un fiasco complet, sans compter les nouveaux désastres qu'elle va engendrer, dont les répercussions se feront sentir dans le monde entier. Que dire de la Russie dont le régime socialiste capitaliste d'avant Révolution s'affirme tous les jours de plus en plus, ce qui justifie un militarisme qui n'a rien à envier à aucune autre puissance. Est-ce là le rêve des Lénine et Trotsky? Des hommes de valeur sans doute qui peuvent libérer la Russie, et qui l'ont dominée, en créant une mystérieuse et redoutable nouveauté n'a d'égal que celle des religions en cours. C'est dans ce cahot général que se débat le capitalisme afin de sursoir à son effondrement. Son incapacité absolue dans le temps présent, d'apporter aucune satisfaction aux aspirations et aux besoins populaires le condamne infailliblement. Mais les surcroûts de son agonie, seront terribles et il mettra tout en œuvre pour se survivre. Parmi les moyens qu'il envisage le fascisme apparaît au premier plan. En effet, c'est celui qui lui donne le plus de garantie momentanée. L'instauration d'un régime politique, imposé par la finance bien entendu, puis, c'est elle seule qui commande une dictature, qui serait aussi bien de gauche que de droite, dont le but initial serait la violation et la suppression de toutes les libertés acquises. Un retour au féodalisme économique et social. Plus de syndicats, plus de coopérative, plus de libre pensée. Bref, l'interdiction absolue de tout groupement où la classe ouvrière peut y discuter de ses intérêts.

Une seule et unique organisation rendue obligatoire, dans le cadre du plus pur nationalisme. La prison, le bagne, l'exil, la guillotine pour ceux qui refuseraient de s'y soumettre. Belle perspective en vérité. Et tout cela précédé d'arrestations préventives, de mutilations, de la mise à sac et destructions de nos lieux de rendez-vous, bibliothèques, forums, etc., tout ce qui constitue la richesse intellectuelle accumulée de la classe ouvrière. Il y a aussi la guerre, car celle-ci est aussi une conséquence du déterminisme économique. Le fascisme sera certes lui aussi, incapable de sauver le capitalisme, mais il apparaît que ce dernier en fera l'essai d'abord. Et conjointement, attendons-nous à l'apparition de ces deux grands fleaux vers lesquels nous marchons à grands pas. En présence d'un tel état de choses dont la réalité est celle de demain, peut-on concevoir l'attitude de certains militants d'organisations dites avancées, qui pour amener l'eau à leur moulin, servent les appels du diable se croient les pontifiants, conservant un titre qui n'est plus de mode continué à déverser sur d'autres militants dont ils ne veulent même pas reconnaître la sincérité, des flots d'injures et de basse calomnie. Comme nos ennemis les bourgeois doivent se délecter pendant leurs digestions laborieuses. Et ce sont des crève de faim qui leur procurent cette ultime satisfaction.

Il faut pourtant reconnaître que seule l'unité syndicale, et le front unique loyal sont de nature à barrer la route à nos ennemis de toujours. Par quelle aberration les reconnaît-on nécessaires et les rend-on impossibles? Je m'adresse ici à tous les chefs d'organisations et de groupements qui se réclament tant de la classe ouvrière.

Qu'ils fassent donc leur Sursum-Corda, nous serons avec eux

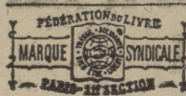
Babaout.

Pour que vive le "Libéraire"

Souscription du 17 juin au 31 juillet

Anderson, 10 fr.; Emile Drouet, 50 fr.; un cam. Italien, 7 fr.; X... Paris, 2 fr.; un cam. Espagnol, 0 fr. 75; Dupré St-Hilaire, 5; quatre copains de Tenay, 22 fr.; Laveau Fertes-Jourraie, 5 fr.; Buck Paris, 8; Morel Paris, 10 fr.; Mille Martin, 3 fr.; mort de tout régime autoritaire, 20 fr.; Gathais R., 10 fr.; Néro, 1 fr.; Péron, Yves, 4 fr.; Delignat, 3 fr.; Montfleur, 10 fr.; Union des Peintres, 8 fr.; Hérol, 5 fr.; Delatour Paris, 4 fr.; Ternaux Reims, 12; Favro, 4 fr.; Marcel Grégoire, 4 fr.; Botte Villejail, 4; Pu-teaux, 5 fr.; Lizon Fontenay, 5 fr.; Tournelise St-Etienne, 4 fr.; Borélli Boudol, 3; Laveau Georges, 5; un ami de la revue Anarchiste, 10 francs; Auguste Lescap, 1 fr.; Delman, 4 fr.; Delaire, 18 fr.; Delalay H., 1 fr.; Chailier, 8 fr.; Aldenise, 5 fr.; Ernesto St-Denis, 8 fr. 50; 2^e versement, 2 fr.; 3^e, 3 fr.; en passant, 4 fr.; le gars de Puteaux, 1 fr. 25; Ludaun, 5 fr.; amis du Lib. de Montreuil, 22 fr. 50; Loison, 100 fr.; André Dupeyre, 4 fr.; Dupré St-Hilaire, Morel Charles, 10 fr.; Loraud, 8 fr.; Farsy Albert, 2 francs; Marot, le Perreux, 78 fr.; Berthe Poul-lard, 10; Davico Villefranche, 20 fr.; Joseph Teig, 5 fr.; un copain Italien, 5 fr.; Lesage, 8 fr.; De Suter, 8 fr.; Grenier, 3 fr.; Charlot, 4 fr.; un copain Espagnol, 5 fr.; Georges Laveau, 5 fr.; Pierre Le Roux, 4 fr.; Fayard, 8 fr.; Eugène, 9 fr.; Martin Leopol, 3 fr.; Evén Bur-roy, 8 fr.; Neveu Félix, 1 fr.; Lecorre Albain, 4 fr.; Passeron Toulon, 13 fr.; Bernichon, 8 fr.; Fécherolle, 12 fr.; Jourdan St-Etienne, 5 fr.; Charin Charles, 4 fr.; Souscription versée par la cam. Pilon, 20 fr.; Sacquepey, 27 fr.; en face du fascisme, Strasbourg, 13 fr.; Groupe de Brest, 24 fr.; Georges Laveau, 5 fr.; Nefin Troyes, 4 fr.; mort de tout régime autoritaire, 20 fr.; Pressiat Lyon, 10 fr.; Marcel Sallier, 5 fr.; un cam. de Gonesse, 2 fr.; Nesto, 2 fr. 50; Scheet, 5 fr.; Tirone, 5 fr.; Jeunesse Anarchiste, 25 fr.; Jouanès, 5 fr.; Pierre le Roux, 5 fr.; Delignat, 10 fr.; Fayet, 4 fr.; Sabathès, 4 fr. 50; Silvain, 10 fr.; Tréguier, 4 fr.; Le Lann, 3 fr.; Belnard Paris, 8 fr.; Joussain, 5 fr.; Eugène, 10 francs; Buteux, Amiens, 4 fr.; Gilbert Bernard, 3 fr.; Aubin, 7 fr.; Delagnoux, 9 fr.; Louis Angier, 6 fr.; François, 2 fr. Total de cette liste: 259 fr. 25.

Le Gérant: Lucien CHATELAIN.



Imp. Centrale de la Bourse
117, Rue Réaumur
PARIS

A TRAVERS LE MONDE

Lettre de Belgique

La situation économique et politique s'aggrave de mois en mois.

Le gouvernement réactionnaire de Broqueville mène sa politique avec une grande habileté et son travail est rendu plus facile encore par le manque de réaction de la part des travailleurs, qui patagent toujours dans le marécage réformiste.

Les derniers arrêtés royaux, ayant force de loi du fait qu'ils ont été promulgués durant la période des pleins pouvoirs ont sensiblement transformé la situation de la classe ouvrière. D'une part, toutes les allocations, chômage, pensions, etc., ont été diminuées et ramenées à un niveau tel que l'on peut dire que plus aucune réduction n'est encore possible.

De plus le système administratif des secours-chômage est compliqué à souhait, et toute une paperasserie est devenue la principale besogne — l'unique besogne — des syndicats ouvriers, transformés en rouages de l'Etat.

Enfin les droits élémentaires de grève et de coalition sont singulièrement restreints. C'est ainsi que toute grève de solidarité est rendue impossible; c'est ainsi que le passage d'un syndicat à un autre est devenu une chose très difficile à réaliser.

L'attitude des Centrales réformistes, extrêmement puissantes cependant, est lamentable. Plutôt que de prendre une attitude énergique, plutôt que de préparer un vaste mouvement de grève contre les mesures gouvernementales la Commission Syndicale, à la remorque du Parti Ouvrier Belge, se borne à critiquer quelques détails des arrêtés-lois, s'ingéniant à améliorer l'application des mesures réactionnaires, mais par contre dépeint une activité épuisante dans la lutte contre les éléments de base qui réclament une action coordonnée, et une grève générale contre les décrets.

La carence des syndicats, les réductions des allocations de chômage à un niveau dérisoire commencent à produire leur effet: la désertion des organisations ouvrières commence. Ceux qui voyaient dans le syndicat un instrument de lutte s'en vont, ceux qui considéraient le syndicat comme une caisse de secours mutuels prennent le même chemin.

Le plan du gouvernement, qui est celui du Comité Central Industriel, réussit: La décomposition des forces syndicales s'effectue.

Quelques possibilités de lutte active restent encore, la bourgeoisie a pris ses précautions. Des forces supplémentaires de gendarmerie sont organisées.

Une série de lois scélérates sont mises à l'étude par le ministre « libéral » Devezé. Lisez: (fasciste)

Enfin la répression contre les militants révolutionnaires est systématiquement organisée.

Pêle-mêle, communistes, socialistes de gauche, anarchistes sont arrêtés pour les motifs les plus divers et les plus futiles.

Les uns pour insultes à la famille royale, d'au-

tres pour excitation à l'émeute ou au pillage, d'autres encore pour excitation des militaires à la désobéissance et certains même, tel est le cas de huit communistes à Anvers, pour avoir propagé l'idée de grève.

L'arrestation et la condamnation de notre camarade Lazarevitch est un cas typique. Après une campagne de meetings organisés à Verviers à l'occasion d'un conflit dans l'industrie textile, Lazarevitch fut arrêté pour excitations à l'émeute et au pillage.

Le prétexte était que notre camarade aurait conseillé aux travailleurs de se rendre dans les grands magasins pour les piller, alors que ses discours prônaient simplement l'envoi de délégations syndicales dans les grands magasins pour obtenir des secours sous forme de marchandises, sous menace d'organiser et le boycott de ces magasins par les consommateurs ouvriers en cas de refus.

Malgré les rapports contradictoires de genre darme, malgré les témoignages favorables d'adversaires politiques, Lazarevitch fut condamné à 4 mois de prison au Tribunal correctionnel de Verviers, puis à 7 mois par la Cour d'Appel de Liège, le tout allongé d'une forte amende.

Une chose réconfortante apparaît cependant dans cette lamentable situation c'est la campagne de protestation qui grandit, organisée par tous les groupements de gauche, travaillant parfois en commun dans un même but de lutte contre la répression.

Mais il serait faux de croire qu'une campagne de protestation peut faire reculer la réaction: seule une politique nette de lutte anticapitaliste, seule la grève générale peut battre la bourgeoisie et en même temps arracher les militants ouvriers des prisons capitalistes.

Sans lutte sur le terrain économique, les protestations sont inutiles.

La classe ouvrière commence à le comprendre, mais ses dirigeants, ses organisations, sa presse sont imprégnés de réformisme, d'impuissance et de bluff.

Les mesures de répression féroce prises par les bourgeois apparaissent comme l'indice de la faiblesse du régime capitaliste, mais l'impuissance du mouvement ouvrier est telle que le capitalisme semble solide et plus valide que jamais.

Groupe Socialiste Libertaire de Liège.

Petite correspondance

Fournier, Montpellier, bien reçu renouvellement d'abonnement. Schack.

Lafont à Alissas, réabonnement reçu le 13 août 1933.

Hermencillo Sancho enverra réponse par lettre au sujet des livres demandés.

Un camarade vendrait 2 volumes plus fascicules (non reliés) de l'Encyclopédie, s'adresser au « Libéraire ».